

# Objectif Oman

Novembre 2016



## Faits saillants

- 3<sup>ème</sup> phase du programme TANFEEDH d'accélération des projets de diversification
- Dégradation de la perspective associée à la note souveraine d'Oman par S&P
- Lancement d'une 3<sup>ème</sup> licence en téléphonie mobile
- Point sur le projet ferroviaire du Sultanat d'Oman
- Attribution de plusieurs contrats d'importance dans le cadre du développement de la zone de Duqm

## CLIMAT DES AFFAIRES



### 3<sup>ème</sup> phase du programme TANFEEDH d'accélération des projets de diversification

La 3<sup>ème</sup> phase du programme national d'accélération de la diversification (TANFEEDH), calqué sur le modèle malaisien, s'est tenue du 28 au 30 novembre. Il s'agissait d'échanger et communiquer le plus largement possible avec le public pour faciliter l'appropriation des priorités arrêtées au cours de la phase des « laboratoires » de travail tenus autour des secteurs du tourisme, de l'industrie manufacturière et de la logistique, ceux-ci étant couplés avec des réflexions transversales sur le marché du travail et les questions de financement. Les décisions finales relatives aux 121 propositions initiées pendant la phase des *labs* feront l'objet d'un rapport, correspondant à la 4<sup>ème</sup> phase (sur les 8 que compte le programme TANFEEDH), prévu pour mi-janvier 2017. L'objectif final des autorités consiste à élargir la place du secteur privé, en particulier en matière de financements, accroître le PIB des trois secteurs prioritairement retenus, de 4,9 Mds OMR actuellement à 6,6 Mds OMR d'ici à 2020 et créer 30 000 emplois pour les Omanais. D'importantes évolutions sont attendues même si celles-ci pourraient aussi s'accompagner de déceptions. Ce qui pourrait ainsi être le cas en ce qui concerne l'hypothèse d'une inflexion des règles d'omanisation, finalement maintenues mais juste relâchées dans le temps, avec une obligation pour les employeurs de faire passer en priorité des entretiens (en ligne) d'Omanais avant de pouvoir embaucher des expatriés, ou l'évolution des certificats de non-objection, qui ne seraient pas supprimées mais amendées.

### ***Vers une privatisation graduelle de plusieurs entreprises publiques et un surcroît de recours aux PPP***

En marge de l'évènement « *Oil crisis and opportunities* » organisé le 6 novembre par l'*Omani-French Amitiés association* (OFA), le Ministre du Pétrole a indiqué que les autorités envisageaient de privatiser les actifs non-essentiels de plusieurs grands groupes omanais, citant en particulier le cas de *PDO*, qui pourrait ouvrir le capital de son entité logistique au secteur privé. Parallèlement, le secteur de la transmission et de la distribution d'électricité pourrait aussi, à terme, être tout ou partie cédé à des opérateurs privés. Le besoin de privatisation, compte tenu de la faiblesse des cours des hydrocarbures, a aussi été mis en avant lors de l'évènement *Outlook Oman* de fin octobre. Plusieurs entreprises publiques ont reconnu l'intérêt d'un recours à la privatisation, au moins partielle, de certains services pour gagner en compétitivité et en innovation. *Oman Air* a déjà externalisé certains services (fret, services au sol) et pourrait étendre ce processus aux activités d'ingénierie et de maintenance des aéronefs. *Oman Post*, détenue à 100 % par l'Etat, envisage également de privatiser certains services, dont l'international voire la distribution. Le processus de privatisation devrait être favorisé via un recours croissant aux partenariats public-privé (PPP), les

secteurs énergétiques, des télécommunications et du transport apparaissant comme des priorités pour ce type de montage. Des offres publiques initiales allant jusqu'à 5 Mds USD sont prévues. L'ouverture du capital des sociétés publiques devrait directement bénéficier au marché boursier local (*Muscat Securities Market*) via un surcroît de liquidités et une hausse des transactions, en particulier sur le second marché.

## INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

### ***S&P dégrade de stable à négative la perspective assortie à la note souveraine du Sultanat d'Oman***

Le 11 novembre, l'agence de notation *Standard & Poor's (S&P)* a révisé à la baisse, de stable à négative, la perspective associée à la dette souveraine en devises du Sultanat d'Oman, maintenue à BBB-, soit à un cran de la catégorie spéculative. Cette décision accroît la pression sur le pays en matière de soutenabilité des finances publiques alors que le Sultanat devrait solliciter l'an prochain le marché international de la dette à hauteur de 60 à 70 % pour financer le déficit. Dans son communiqué, l'agence s'est inquiétée du creusement du déficit public, attendu, selon elle, à près de -20 % du PIB cette année (contre -13,5 % projetée par le FMI), conséquence de la baisse de -12 % des recettes issues des hydrocarbures (après -34 % en 2015), et du maintien à un seuil relativement élevé des dépenses publiques. En dépit des efforts entrepris par les autorités, en matière notamment de réduction graduelle des subventions, *S&P* s'attend à ce que la consolidation budgétaire prenne davantage de temps qu'initialement prévu. L'agence craint par ailleurs une intensification de la pression sur la liquidité du fait de moindres actifs extérieurs liquides par rapport à l'évolution de l'endettement externe, limitant d'autant la capacité de réponse financière des autorités. L'absence de baisse significative des importations se traduirait en effet par une détérioration accentuée du solde commercial, maintenant le déficit courant à des niveaux élevés, alimentant d'autant le nécessaire recours à l'endettement externe. Dans ses conclusions, *S&P* avertit du risque de possible perte du statut investissement de la dette omanaise en cas de dégradation plus accentuée de la position extérieure nette du Sultanat et/ou d'une nette hausse des intérêts de la dette à moyen terme.

### ***Prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'introduction de la TVA devrait générer près d'1 Md USD de recettes***

Le projet de loi relative à l'introduction d'une TVA, qui doit désormais être approuvé au plan juridique, devrait être finalisé pour mi-2017. Selon les estimations du FMI, la TVA pourrait générer jusqu'à 385 M OMR de recettes budgétaires supplémentaires par an. Le principe d'une TVA entrant dans le cadre des projets communs à l'ensemble des pays du Conseil de Coopération du Golfe, l'introduction de la TVA en Oman interviendrait au 1<sup>er</sup> janvier 2018. En dépit des possibles effets négatifs liés à l'introduction de cette taxe (baisse de la consommation), le taux, initialement fixé à 5 %, pourrait croître de façon progressive dans les prochaines années de manière à favoriser la diversification des sources de revenus. Alors que les recettes du Sultanat d'Oman continuent de reposer à près de 80 % sur les revenus issus des hydrocarbures, les autorités entendent parallèlement augmenter l'impôt sur les sociétés, de 12 à 15 % (dès 2017), le montant des taxes versées pour l'obtention des visas de travail pour les étrangers (hausse de +50 % annoncée), ainsi que les taxes sur plusieurs produits dont le tabac, l'alcool ou les boissons énergétiques.

### ***Résultats décevants des banques omanaises sur les trois premiers trimestres 2016***

Au cours des neuf premiers mois de 2016, le bénéfice dégagé par les cinq banques les plus importantes du marché (*Bank Muscat, National Bank of Oman, HSBC Oman, Oman Arab Bank, Bank Dhofar*) n'a augmenté que de +0,1 % en glissement annuel. Contrastant favorablement avec ce constat, *HSBC Oman*, la 3<sup>ème</sup> banque la plus importante en termes d'actifs, a vu son bénéfice net bondir de +66 % à 13,5 OMR grâce à la fois à une hausse des crédits accordés et à une réduction significative des dépenses courantes. La 1<sup>ère</sup> banque du marché, *Bank Muscat*, a connu sur la période une stagnation de son bénéfice net, en hausse de seulement +0,5 % en g.a, à 136,91 M OMR alors que *National Bank of Oman*, le deuxième plus important établissement en matière d'actifs, a vu son bénéfice net reculer de -2 % à 42,1 M OMR. A noter que si *Bank Dhofar* a réalisé un bénéfice net de 36,87 M OMR, en hausse de +10,4 % par rapport aux trois premiers trimestres 2015, *Bank Sohar* a vu son bénéfice net chuter de -39 % à 12,94 M OMR, conséquence de la forte augmentation de ses provisions pour défaut, suggérant que l'arrêt des négociations en faveur

d'une fusion entre les établissements serait nettement plus préjudiciable pour cette dernière. Le secteur bancaire omanais est composé de 17 banques commerciales traditionnelles (7 locales et 10 étrangères). La faiblesse persistante des prix du pétrole, qui jusqu'ici n'a eu qu'un impact limité sur le système bancaire local, pourrait finir par peser négativement à la fois sur la qualité des actifs, du fait de la progression du risque de défaut, et la liquidité dans un contexte de diminution des dépôts publics. Le montant des dépôts bancaires du Gouvernement a été ramené de 5,26 Mds OMR à la fin septembre 2015 à 5 Mds OMR (soit 27,2 % des dépôts bancaires) à la fin du mois de septembre 2016.

### ***L'agence de notation Moody's revoit de négative à stable la perspective du secteur bancaire omanais***

Le 15 novembre, l'agence de notation *Moody's* a revu à la hausse, au niveau « stable », la perspective du secteur bancaire omanais, précédemment qualifiée de « négative ». Cette perspective, qui suggère une bonne résilience du secteur bancaire, traduit la façon dont *Moody's* perçoit l'évolution du secteur dans les 12 à 18 mois. Selon l'agence, les autorités devraient maintenir en 2017 les dépenses publiques à un niveau suffisamment élevé pour atténuer les difficultés liées à la faiblesse relative des cours du baril de pétrole. Malgré la nouvelle hausse attendue de la production pétrolière en 2017, la croissance n'atteindrait selon l'agence que 2 % l'an prochain après 1,7 % en 2016, ce qui se traduirait par un ralentissement du rythme de progression du crédit autour de +7 à +9 % en 2016/17 contre +12 % en 2015. En dépit de la hausse des créances douteuses, projetées à 3 % du total des crédits fin 2017 contre 2,1 % à fin juin 2016, les ratios de capitalisation resteraient suffisants et la rentabilité du secteur demeurerait élevée. L'amélioration de la perspective autour de l'évolution du secteur bancaire apparaît toutefois assez optimiste au regard de la persistance du risque de liquidité : de fait, la nouvelle décélération de l'activité en 2017, couplée à un ralentissement du rythme de progression des dépôts par le Gouvernement et les entités qui lui sont rattachées, devraient intensifier les pressions sur la liquidité.

## **INFORMATIONS SECTORIELLES**

### ***Lancement d'une 3<sup>ème</sup> licence de téléphonie mobile dans un objectif d'intensification de la concurrence***

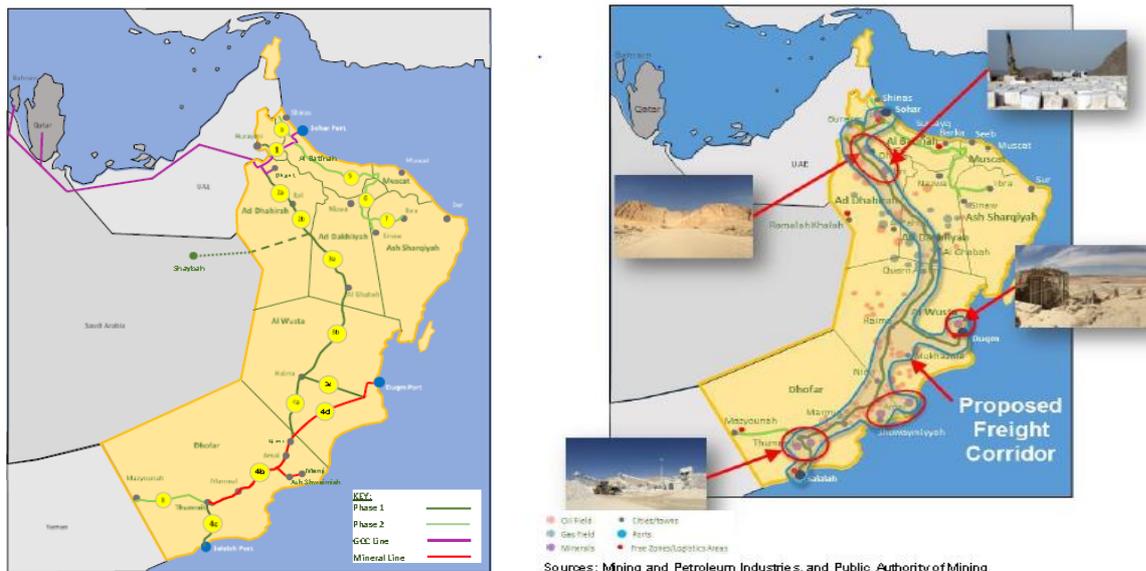
L'autorité de régulation des télécommunications (*Telecommunications Regulatory Authority, TRA*) a lancé le 15 novembre le processus réglementaire en vue de la sélection d'un 3<sup>ème</sup> opérateur en téléphonie mobile. Si le marché du mobile en Oman apparaît déjà très mature avec un taux de pénétration de 155 %, l'objectif des autorités consiste à accroître la concurrence à la fois en termes de prix, de contenus et de services. Actuellement, le marché de la téléphonie mobile reste en situation oligopolistique, dominé par deux opérateurs, que sont *Omanmobile*, le segment de téléphonie mobile d'*Omantel* (toujours à majorité publique) et *Ooredoo Oman*, filiale du groupe qatarien de télécommunications du même nom (ex *Qtel Qatar*). Avec cette ouverture d'une 3<sup>ème</sup> licence, les autorités poursuivent leur politique de libéralisation de ce secteur, jugé stratégique en vue de développer une économie moins dépendante des hydrocarbures. Reste à savoir si les termes de la licence s'avèreront suffisamment attractifs pour attirer de nouveaux acteurs prêts notamment à porter une part importante du risque sur un marché ultra pénétré. Plus de détails sur : <https://www.tra.gov.om/pdf/3MNO-im-document-announcement.pdf>

### ***Création d'U-capital, plateforme d'investissement d'OMINVEST avec le soutien d'OIF et d'Arab Bank***

La société d'investissement OMINVEST (*Oman International Development & Investment Co.*), qui possède, entre autres, *Oman Arab Bank* à 50,99 %, a annoncé la création d'une nouvelle filiale, *Ubhar Capital* ou *U-Capital*, destinée à être la principale plateforme indépendante en matière d'investissements bancaires et de gestion d'actifs en Oman. *U-Capital* devrait à cet effet absorber les activités actuellement gérées par la banque d'investissement d'*Oman Arab Bank*, OABINVEST. Bénéficiant du soutien de ses partenaires, le fond souverain *Oman Investment Fund* (OIF) et le groupe *Arab Bank*, OMINVEST a pour stratégie d'accroître la diversification de ses activités, ce qu'elle avait fait avec la création d'ORIS (*Oman Real Estate Investment Services*) en août 2015 et celle d'ONIC (*Oman National Investment Corp*) en avril 2016. *U-Capital* devrait permettre à OMINVEST de renforcer sa présence dans le secteur bancaire, générer des revenus supplémentaires et développer un portefeuille suffisamment diversifié pour limiter les risques.

## Point sur l'état d'avancement du projet de réseau ferré commun du CCG et objectifs du Sultanat

En marge du Sommet sur le transport intégré organisé à Dubaï le 9 novembre, le Secrétaire Général de l'Autorité fédérale des transports des Emirats a réaffirmé l'engagement des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) à réaliser la construction d'un chemin de fer pour le transport de marchandises et de passagers reliant l'ensemble des pays-membres, suivant toutefois un calendrier plus éloigné. Désormais, la date finale de réalisation serait fixée, au mieux, à fin 2021 contre une date initialement annoncée à fin 2018. Depuis l'annonce en janvier dernier de la suspension des appels d'offre pour la 2<sup>ème</sup> phase du projet par *Etihaad Rail* (EAU), le projet paraissait très compromis. La société émirienne a cependant annoncé son intention d'introduire des partenariats public-privé pour assurer la réalisation du projet, reconnaissant que les gouvernements ne pouvaient, en l'état actuel des cours du baril de pétrole, supporter seuls le coût du projet, estimé à 250 Mds USD (pour une couverture totale de 2 177 km). Parallèlement, Oman a réaffirmé sa volonté de poursuivre la construction d'un réseau ferré national, respectant les standards et spécifications définis dans les « *guidelines of the GCC Railway project (2012)* », en le modifiant toutefois assez nettement, puisque priorisant désormais le développement de 653 km de réseaux exclusivement dédiés au transport de minerais entre le sud de Duqm et les zones minières de *Ash Shuwaymiyyah* et *Manji* jusqu'à *Thumrait* (cf. cartes). L'objectif pour Oman consiste à la fois à accélérer la diversification de l'économie via le développement des secteurs des mines et de la logistique et améliorer la connectivité autour de Duqm. Les modalités de financement restent toutefois à définir même si elles devraient reposer essentiellement sur des dispositifs de PPP couplés à des prêts auprès d'institutions financières.



## Signature de plusieurs accords pour les infrastructures industrielles et portuaires de Duqm (SEZAD)

L'Autorité de la Zone Economique Spéciale de Duqm (SEZAD) a signé le 14 novembre trois accords portant sur la réalisation d'infrastructures et de prestations de services au sein de la zone industrielle et portuaire de Duqm. Le premier accord, d'une valeur de 60,7 M OMR, relatif à la construction d'un port de pêche de plus de 600 hectares, le plus grand du pays, a été signé avec la société *Galfar Engineering & Contracting*, le principal groupe omanais du secteur de la construction. Le port devrait être achevé d'ici trois ans. Le second accord, conclu avec la société italienne *Sering International Engineering Consultancy* pour de l'expertise sur la construction et la gestion du port de pêche, d'un montant de 60 M OMR, devrait également aboutir dans 36 mois. L'objectif est de développer le secteur de la pêche industrielle et donc les usines spécialisées dans la fabrication et la mise en conserve des poissons. Il comprend également des solutions de drainage jusqu'à 6 mètres, la remise en état des terrains pour construire des services portuaires et une zone touristique avec des installations maritimes (quais, pontons, amarres flottantes). Le dernier accord, le plus important en termes d'investissement, de 107,3 M OMR, s'est conclu avec la *joint-venture* turco-portugaise, *Serka-MSF*, pour la construction de 4 terminaux dont un destiné au déchargement (d'une

capacité de 5 M tonnes / an) et des locaux destinés à l'exploitation commerciale du port. Il s'agit du « *second package* » de la zone économique de Duqm qui devrait, d'ici à 2019/20, accélérer sensiblement le développement de la zone et du port commercial. Parallèlement, la société égyptienne *Petrojet* a annoncé fin novembre avoir remporté l'appel d'offre d'*Oman Gas Company*, filiale d'*Oman Oil*, pour la construction d'un gazoduc de 221 km pour un montant de 90 M USD. Ce gazoduc, considéré comme un élément clef du succès de la zone économique au vu des besoins en approvisionnement en gaz des futurs investisseurs (à commencer par la future raffinerie de Duqm), devrait permettre l'arrivée de gaz naturel à Duqm à partir des gisements situés à *Saih Nihayda*, au centre du pays.

### ***Omantel met en place un système de câblage pour relier le Golfe à l'Asie et à l'Afrique***

La société *Omantel*, qui détient une position dominante en matière de réseau de faible latence, devrait relier le Golfe à l'Asie et l'Afrique par un système de câblage sous-marin. SRG-1 ou *Silk Road Road Gateway-1*, doit ainsi relier Oman au Pakistan via l'Afghanistan, la Chine, l'Iran, le Turkménistan et le Tadjikistan. G2A ou *Gulf to Africa*, devrait parallèlement connecter le Golfe à la Somalie via Puntland (Bosaso) et Somaliland (Berbera). La phase suivante du projet permettra de relier l'Ethiopie, le Kenya, Mogadiscio et l'Afrique du Sud. *Omantel* dispose déjà de lignes entre Singapour et Francfort via EPEG (*Bay of Europe Persian Express Gateway*) et BBG (*Bengal Gateway*). En avril dernier, *Omantel* avait piloté les opérations d'atterrage sur Marseille du câble de télécommunications sous-marin AAE-1 (*Asia Africa Europe-1*), permettant de relier l'Europe à l'Asie du Sud-est.

### ***Lancement du site de tourisme écologique à Ras al Hadd***

Le projet de construction d'un site touristique écologique à Ras al Hadd a officiellement été initié le 17 novembre dernier par la pose symbolique de la première pierre en présence du Ministre omanais en charge des affaires financières et le Ministre qatarien des Finances. Le projet, d'un montant global de 250 M OMR, sera réalisé par la société omano-qatarienne *Diar Ras al Hadd Development Co*, créée pour mener à bien ce projet initié en 2014 et détenue conjointement par *Omran* et *Qatari Diar Co*. Le site, qui s'étendra sur 1,85 millions de m<sup>2</sup>, abritera des hôtels, des villas, un quartier résidentiel, un marché traditionnel, un centre dédié à la préservation des espèces animales et marines ainsi qu'un parc d'observation de 10 000 m<sup>2</sup>. La 1<sup>ère</sup> phase du projet, prévue pour s'achever fin 2018, prévoit notamment la construction d'une centaine de chambres au sein d'un hôtel 5 étoiles, 50 villas, 150 résidences et d'un marché traditionnel de 7 000 m<sup>2</sup>.

#### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

#### **Clause de non-responsabilité**

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** Service Economique de Mascate

**Rédigées par :** Marine Audras et Gilles Bordes

**Revues par :** Gilles Bordes  
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>